

Moyens d'enseignement pour la rentrée 2026

Moins d'élèves et moins d'enseignants pour toujours plus de difficultés à exercer !

Le ministère a rendu sa copie ce lundi 26 janvier, et comme on le pressentait, l'académie de Créteil va payer un lourd **tribut** au nom d'une dette dont les enseignants ne sont absolument pas comptables !

Ainsi, les écoles de **Seine-et-Marne**, du **Val-de-Marne** et de **Seine-Saint-Denis** devront rendre 116 postes au rectorat.

Pour la **Seine-et-Marne 8 postes seront retirés aux écoles** avant même que ne **débutent** les opérations de carte scolaire.

C'est avec l'argument d'une baisse démographique, assénée comme un mantra, que le ministre Geffray clame sur tous les plateaux qu'il serait irresponsable de ne pas supprimer des postes d'enseignants.

Irresponsables les enseignants qui veulent garder des conditions d'exercice qui permettent de s'occuper de chaque élève ?!

Irresponsables les parents qui exigent que leurs enfants bénéficient de remplaçants et ne perdent pas des jours entiers quand il ne s'agit pas de mois dans le second degré ?

On comprend avec de tels arguments où le ministre place l'irresponsabilité des enseignants et des usagers, et la responsabilité du gouvernement.

Alors que le ministère a publié un guide visant à acculturer la jeunesse à la défense, on peut supposer sans risque que le ministre trouve responsable que le budget de l'armée dépasse désormais celui de l'**Éducation nationale**.

On peut supposer sans risque que le ministre approuve comme une décision responsable la commande d'un nouveau **porte-avions** dont le coût final est estimé à 30 milliards d'euros.

À s'inscrire dans cette logique, la responsabilité consiste à préparer une hécatombe qui se traduira par la suppression de centaines de classes ! Voilà ce que sera la carte scolaire pour la rentrée 2027.

Une saignée inédite !

Ce sont 140 classes qui fermeront à la rentrée ; ce sont 140 postes d'enseignants de l'enseignement public qui vont être supprimés.

Voilà la réalité d'une politique gouvernementale placée sous le signe de l'austérité contre les services publics.

En **Seine-et-Marne**, ce sont donc d'ores et déjà 10 postes que les écoles doivent rendre à la DASEN avant même que les travaux avec les représentants du **SNUDI-FO 77** et des autres organisations syndicales aient rendu leur verdict en septembre. Inacceptable !

Dans un contexte où la priorité annoncée va au budget de la « défense », les mesures de carte scolaire ne sont que des **mesures de redéploiement** dans le cadre d'une enveloppe non seulement fermée mais qui diminue également d'année en année.

Il ne peut s'agir en aucun cas de répondre aux besoins des uns et des autres, à leurs revendications, mais de parer au plus urgent en fermant là où l'administration considérera les conditions d'exercice acceptables.

Le **SNUDI-FO 77** refuse l'argument démographique **brandi** comme une motivation de bon sens pour légitimer la baisse des moyens alors que l'école manque de tout : salaires, classes surchargées, inclusion systématique et forcée, manque d'AESH...

Le **SNUDI-FO 77**, n'exercera pas son mandat en répartissant les moyens de cette enveloppe fermée, il défendra l'ensemble des écoles qui lui confieront leurs dossiers.

Sans plus attendre, remplissez notre enquête en pièce jointe.

Pour le SNUDI-FO 77, répondre aux besoins des enseignants et de leurs élèves passe par :

- Le maintien de l'intégralité des postes existants et la création des postes nécessaires
- Les ouvertures de classes partout où les écoles en font la demande
- Le remplacement systématique des absents
- L'augmentation du nombre d'AESH sur le département